



Le Tam-Tam du Garlaban

PEUPLES
SOLIDAIRES
act:onaïd

n° 29

Bulletin du Groupe Peuples Solidaires du pays d'Aubagne

Septembre 2015

Initiatives

Avec nous cet automne, vous pourrez :

- participer le **dimanche 4 octobre** à notre traditionnel **rallye pédestre** vers la calanque de **Port d'Alon** entre **Saint Cyr** et **Bandol**, questionnaires et sympathiques jeux vous attendent !
- découvrir les **actions** de Peuples Solidaires
- s'informer sur les **paradis fiscaux**
- participer à la semaine de la **Solidarité Internationale** (14-22/11)
- suivre nos activités sur notre site <http://peuples-solidaires-aubagne.org>

Dimanche 4 octobre 2015

à Port d'Alon 1 CIRCUIT PEDESTRE POUR TOUS



Vous effectuerez une marche pour suivre le **sentier des vignes** et découvrir la calanque de **Port d'Alon** et la baie de la **Moutte**, tout en jouant et répondant aux questionnaires, avant de se restaurer tous ensemble.

ACCES : voir plan page 2

Les **inscriptions** auront lieu à partir de **9h30 jusqu'à 11h**.

Les **résultats** seront donnés en début d'après-midi.

N'OUBLIEZ PAS :

Votre pique-nique, à boire, de bonnes chaussures, ainsi que maillot et serviette, si vous avez envie de vous baigner.

Peu de place de parking, pensez au co-voiturage.

Annulation en cas de pluie importante

PARTICIPATION :

adultes : 10 € , enfants de + de 12 ans : 5 €

Contacts :

Claude BARGIN Tel : **04.91.27.13.32** (répondeur)
06 68 75 11 00

gtmpa@club-internet.fr

Editorial

Les objectifs du Millénaire (ODM) de l'ONU, adoptés en 2000 engageaient les états signataires dans huit objectifs et en particulier celui de la réduction de l'extrême pauvreté. Nous en sommes encore très loin.



Notre groupe par son action directe à Kalembouly apporte un appui aux villageois pour favoriser l'éducation et développer l'agriculture familiale.

Cependant nous sommes conscients que ces actions ne suffisent pas. La finance qui a pris le pas sur l'économie et le développement des paradis fiscaux accentuent encore les inégalités . C'est pourquoi le GPSPA participe à la plate-forme « Stop paradis fiscaux 13 » pour sensibiliser et faire pression sur les politiques. Au national, Peuples Solidaires-Action Aid lance un appel urgent contre l'évasion fiscale qui ruine les pays en développement. Les entreprises multinationales doivent cesser d'échapper à l'impôt dans tous les pays.

En cette année 2015, les « Objectifs de développement durable » publiés par l'ONU prennent la suite des ODM. Les ONG de Solidarité Internationale se mobilisent dans la préparation de la 21eme conférence des parties (COP-21) sur les changements climatiques qui auront lieu en novembre à Paris. La question de notre mode de développement est posée.

En cette rentrée, face à l'exode des réfugiés qui fuient les guerres, la pauvreté, des conditions de vie inhumaine, la France se doit d'ouvrir ses frontières, c'est une question de Solidarité, d'Humanité.

Sommaire

Rallye pédestre

Nouvelles de Kalembouly

Paradis Fiscaux

Appel Urgent de Peuples Solidaires

21ème Rallye Pédestre à Port d'Alon

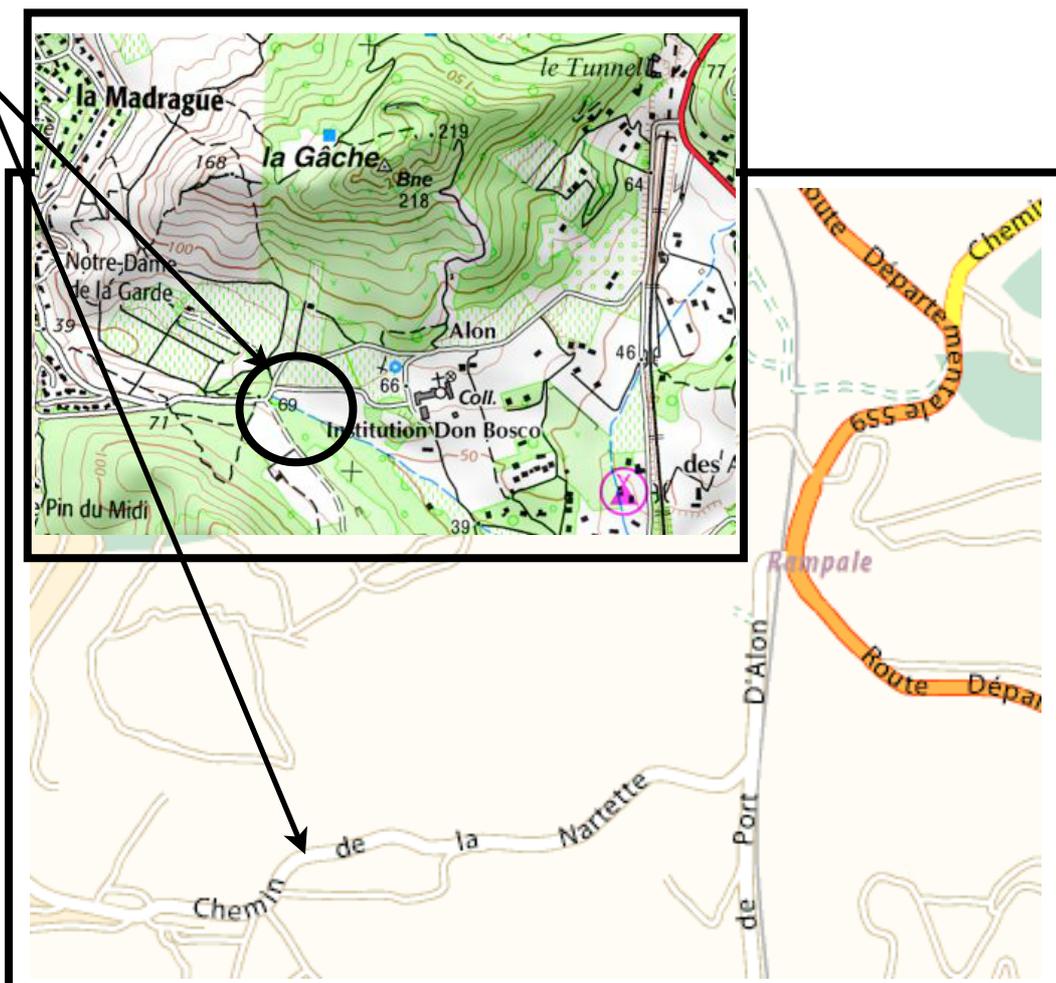
Accès au départ du Rallye

Le départ du Rallye s'effectue après Saint Cyr sur Mer direction Bandol sur la D559, puis direction Port d'Alon et prendre à droite le chemin de la Nartette qui passe devant l'institution don Bosco.

Pensez au co-voiturage, peu de place de parking..

Suivre les flèches et se garer en respectant les consignes.

Puis rendez-vous à l'accueil pour vous inscrire et prendre les instructions habituelles.



On vous réserve une surprise au moment du repas avec un duo guitare et chant ...

Événements à Aubagne

A l'occasion de la journée de la transition citoyenne 2 films sont à l'affiche à Aubagne au cinéma le Pagnol à l'initiative des Colibris et du collectif Transition Citoyenne.

vendredi 25 septembre à 18h45 «Demain» en présence du réalisateur Cyril Dion

Et si montrer des solutions, raconter une histoire qui fait du bien, était la meilleure façon de résoudre les crises écologiques, économiques et sociales, que traversent nos pays ? Suite à la publication d'une étude qui annonce la possible disparition d'une partie de l'humanité d'ici 2100, Cyril Dion et Mélanie Laurent sont partis avec une équipe de quatre personnes enquêter dans dix pays pour comprendre ce qui pourrait provoquer cette catastrophe et surtout comment l'éviter. Durant leur voyage, ils ont rencontré les pionniers qui réinventent l'agriculture, l'énergie, l'économie, la démocratie et l'éducation. En mettant bout à bout ces initiatives positives et concrètes qui fonctionnent déjà, ils commencent à voir émerger ce que pourrait être le monde de demain...

jeudi 1er octobre à 18h45 «En quête de sens»

Ni un film environnemental, ni un film de voyage, ni réellement fictionné, ni totalement documentaire, incarné mais pas intimiste, ce film ressemble au road-movie d'une génération désabusée à la recherche de sagesse et de bon sens. En rapprochant les messages d'un biologiste cellulaire, d'un jardinier urbain, d'un chamane itinérant ou encore d'une cantatrice présidente d'ONG, Marc et Nathanaël nous invitent à partager leur remise en question, et interrogent nos visions du monde.

Des nouvelles de Kalembouly

Suite à l'éviction du président Blaise Compaoré sous la pression de la population Burkinabe, de nouvelles élections présidentielles, législatives et municipales vont avoir lieu à la fin de l'année et début 2016. Nous espérons que les nouvelles instances favoriseront un meilleur développement du pays.

La rentrée du primaire à Kalembouly va se faire avec deux classes sous paillote par manque de bâtiments. Dans le contexte, il est difficile d'espérer que la commune ou l'Etat y remédient. Nous verrons avec les villageois, lors de notre prochain voyage, la possibilité de construire ces deux classes.

Un récent séjour de membres de Peuples solidaires de Marvejols nous apprend que les pluies sont très irrégulières, souvent courtes et violentes, au point de recommencer les semis. On pense bien sûr au réchauffement climatique.

Cette année, les agriculteurs ont la possibilité de cultiver du soja bio avec un débouché assuré. Nous attendons les résultats.

Les formations d'apiculteurs ont été faites en 2014 et il y a déjà de premières récoltes. Le groupement féminin qui gère la plateforme céréalière que nous avons en partie financée réussit très bien. Elles font des bénéfiques qui leur ont permis d'acheter un moulin à Karité en complément. Elles pourront plus facilement produire le Karité.

Vous voyez que petit à petit les choses avancent. Continuons à être solidaires.

Le Groupe Peuples Solidaires du pays d'Aubagne a un site internet :

<http://peuples-solidaires-aubagne.org> ?

Vous y trouverez des informations, des photos, des liens, ...

Vous pourrez télécharger les anciens numéros du Tam-Tam

Bulletin de Soutien

Nom, prénom :

Adresse :

courriel (mail) :

Verse la somme de € pour soutenir les actions à Kalembouly
(déductible en partie des impôts dans une certaine limite... !)

A renvoyer : **GRUPE PEUPLES SOLIDAIRES** pays d'Aubagne
c/o André SEILER 250 Impasse du Castellet 13400 AUBAGNE

APPEL URGENT de PEUPLES SOLIDAIRES

L'évasion fiscale des multinationales prive
les pays en développement de

89 000 000 000 €

qui pourraient servir à financer :



l'accès à l'éducation



les services de santé



la lutte contre la faim

Agissons maintenant contre l'évasion fiscale qui appauvrit les pays du Sud

Chaque année, les pays en développement perdent jusqu'à 89 milliards d'euros à cause des pratiques d'évasion fiscale des multinationales et 123 milliards en raison des exonérations fiscales que leurs gouvernements concèdent pour attirer ces entreprises. Au total, le montant qui échappe à l'impôt dépasse largement le montant de l'aide publique au développement. Cet argent pourrait être dépensé pour soutenir l'agriculture familiale et paysanne, lutter contre la faim et financer des services publics de qualité, comme la santé et l'éducation.

A partir du 13 juillet prochain, tous les gouvernements du monde participent à un sommet des Nations unies à Addis Abeba (Ethiopie) pour discuter des moyens de financer la lutte contre la pauvreté. L'évasion fiscale est un scandale mondial qui demande des solutions au niveau global. La France doit jouer un rôle décisif dans cette négociation. Par votre signature, vous demandez au gouvernement français de soutenir la création d'un nouvel organisme mondial efficace.

Pourquoi nous devons changer les règles du jeu ?

Les services publics jouent un rôle crucial dans la lutte contre la pauvreté. Or, dans de nombreux pays d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine, les ressources tirées de l'impôt ne permettent pas de les financer.

Cette situation est notamment possible parce que les règles fiscales internationales, rédigées par les pays les plus riches, permettent aux entreprises de pratiquer l'évasion et l'optimisation fiscales. En ayant recours aux paradis fiscaux, en transférant leurs bénéfices entre leurs différentes filiales de manière artificielle et pour des raisons uniquement fiscales, en mettant la pression sur les Etats pour qu'ils leur accordent des exonérations fiscales abusives, en refusant de jouer le jeu de la transparence, les entreprises échappent à l'impôt. Elles privent les Etats de ressources nécessaires au financement de leurs services publics, tout en réalisant des profits immenses. Tous les Etats en subissent les conséquences, mais les pays en développement sont les plus durement impactés.

Pour changer la donne, nous avons besoin que chaque pays soit représenté et participe à l'écriture des règles, afin d'être sûr qu'elles fonctionnent pour tout le monde. C'est la raison pour laquelle Peuples Solidaires–ActionAid France et les 40 pays membres d'ActionAid appellent à la création d'un nouvel organisme en matière fiscale, où chaque pays pourrait être entendu.

Dans les pays touchés par Ebola, l'évasion fiscale est supérieure aux dépenses de santé

« Le Libéria a seulement 51 médecins pour environ 4.2 millions d'habitants, ce qui équivaut à un médecin devant soigner 80 000 personnes dans un pays où des maladies curables comme la malaria, la tuberculose, la rougeole tuent des milliers de personnes chaque année. Si le Liberia disposait d'un système de santé plus efficace, beaucoup aurait pu être fait pour contrôler la diffusion d'Ebola. Un investissement plus fort est nécessaire et les multinationales qui profitent du Libéria doivent contribuer en payant leur part d'impôts afin notamment de renforcer la qualité des soins pour les citoyens », affirme Korto Williams, directeur d'ActionAid Liberia.

La Guinée, le Libéria et la Sierra Leone ont perdu plus de recettes en raison de l'évasion fiscale des entreprises que leurs dépenses de santé cumulées, selon les recherches d'ActionAid. En 2011, les trois pays les plus touchés par le virus Ebola ont perdu au moins 287,6 millions de dollars, alors que leurs dépenses de santé se sont élevées à 237 millions de dollars.

Si on empêchait les entreprises de pratiquer l'évasion fiscale et de priver des pays pauvres d'importantes recettes fiscales, le Sierra Leone, le Libéria, la Guinée et d'autres pays en développement pourraient investir davantage dans leurs systèmes de santé. Ils seraient mieux préparés à combattre des épidémies comme celle d'Ebola, mais aussi à soigner les personnes qui souffrent de malnutrition ou vivent avec le paludisme.

<http://www.peuples-solidaires.org/appele-urgent-evasion-justice-fiscale-multinationales-addis-abeba>

PARADIS FISCAUX

Drôle d'expression pour désigner ces Etats qui font leur richesse de l'absence de taxes (tax haven/heaven !)

Certains ne sont pas loin : le Luxembourg, la Suisse, la Belgique, l'Irlande, la City de Londres ; d'autres sont à portée d'un vol en jet privé : Hong Kong, Singapour...

L'évasion fiscale est évaluée à 120-160 milliards (l'aide au développement est de 130 milliards)

Dans les 3 pays les plus touchés par Ebola : Guinée, Libéria, Sierra Leone, le montant de l'évasion fiscale était supérieur au budget consacré à la santé. Comment ces sommes sont-elles détournées ? les impôts payés ou pas, par les filiales dans les pays où sont réalisés les profits (souvent au Sud) sont très faibles par rapport à ce qu'ils seraient dans les pays (souvent au Nord) où résident les maisons-mères de ces entreprises.

Les moyens de contrôle sont inexistants.

Les actions entreprises :

- Demande de la création d'un organisme international de contrôle au sein de l'ONU
- Echanges d'informations entre les administrations des différents pays
- Projet européen de justice fiscale : le leader en est ACTION AID. Il a débuté à Prague en avril 2015 et se déroulera jusqu'en avril 2017.
- Colloque au Sénat le 26 juin 2015 au Sénat
- Campagne Tax Power pour combattre l'évasion fiscale et augmenter les revenus des pays en voie de développement.

Localement :

Peuples Solidaires fait partie d'un collectif qui mène des luttes contre les Paradis Fiscaux :

- Rencontre de la délégation de la plateforme « stopparadisfiscaux 13 » à Strasbourg avec des représentants du CCFD, de Michèle Rivasi et d'Eva Joly
- Démarches auprès des municipalités de Roquevaire, Auriol, La Bouilladisse, La Penne, Martigues,... pour qu'elles exigent la transparence dans leurs rapports avec les banques lors de demandes d'emprunts
- Forum sur le thème des Paradis Fiscaux à Aix
- Lettre aux candidats aux élections régionales pour faire connaître leur position par rapport aux Paradis Fiscaux
- Une « plateforme » comportant 7 engagements pour lutter contre l'évasion fiscale a été élaborée.



7 engagements pour lutter contre l'évasion fiscale.

- 1/. Lutter contre l'évasion fiscale des entreprises multinationales en dupliquant la règle de transparence comptable pays par pays, prévue pour les banques, à tous les secteurs d'activités.
- 2/. Créer les conditions de la transparence et d'échange automatique d'informations entre les administrations fiscales non seulement vis-à-vis des pays membres mais aussi à l'égard du reste du monde.
- 3/. Créer une liste européenne des paradis fiscaux (y compris le Luxembourg et Chypre déclarés comme tel par le Forum Fiscal Mondial) et contrôler l'efficacité des accords d'échange de renseignements fiscaux mis en place par les pays de l'UE.
- 4/. Renforcer les dispositifs de lutte grâce à la création d'un parquet spécialisé dans la lutte contre l'évasion fiscale.
- 5/. Publier les résultats du contrôle fiscal dans le cadre d'un rapport annuel au parlement européen.
- 6/. Les financements du secteur privé par les institutions financières européennes doivent faire l'objet d'une transparence comptable pays par pays.
- 7/. Exiger l'exemplarité de la Banque Européenne d'Investissement et des agences de financement du développement.

On peut la consulter sur le site : www.stopparadisfiscaux13.fr à l'adresse :

<http://www.stopparadisfiscaux13.fr/wp-content/uploads/2014/12/17-elections-europeennes-2014-les-7-engagements-v2.pdf>

Les 10 propositions de la campagne « Stop paradis fiscaux »

Publié le 23 décembre 2009

La campagne "Stop Paradis fiscaux", lancée en septembre 2009 par des ONG et des syndicats avec le soutien de la Plateforme, avance 10 propositions concrètes pour mettre fin aux paradis fiscaux et à l'opacité financière.

1. Mettre les pays du Sud au cœur de la lutte contre les paradis fiscaux
2. Dresser une liste de tous les paradis fiscaux et judiciaires selon de nouveaux critères
3. Prendre des sanctions à l'encontre des paradis fiscaux et de leurs utilisateurs
4. Obliger les utilisateurs des paradis fiscaux à rendre des comptes
5. Mettre fin aux sociétés écrans et aux prête-noms
6. Mondialiser la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales
7. Condamner partout de la même façon les manquements à l'impôt
8. Renforcer la coopération judiciaire
9. Renforcer les sanctions en matière de délinquance économique et financière
10. Accompagner la reconversion des paradis fiscaux

Pour en savoir plus : <http://www.stopparadisfiscaux.fr/nos-propositions/article/les-10-propositions-de-la-campagne>